

Texte de la vidéo « Les acteurs de la controverse »

Marie-Christine Zelem (Professeure de sociologie, Université Toulouse II)

Marie-Christine Zelem, vous êtes Professeure de sociologie à l'Université Toulouse II – Jean-Jaurès, chercheuse au centre de recherche CERTOP. Qu'est-ce que peuvent dire les sociologues sur ces controverses ?

On va dire que ces infrastructures sont considérées comme indésirables et parce qu'elles sont indésirables on va les analyser comme des infrastructures controversées. C'est à dire qu'elles vont mettre en présence des acteurs qui vont se disputer autour de l'infrastructure en question. Si je développe, là on va avoir une LGV qui est mise à l'épreuve du social, la réaction sociale, la protestation, la contestation, etc. Et nous en tant que sociologue on va l'analyser avec 2 approches. La 1ère sera une approche du type multi-scalaire et une autre qui sera plutôt du type multi-actanciel.

Echelles et acteurs

Selon la 1ère approche, la LGV renvoie à un projet d'infrastructure qui suppose qu'à un moment donné il y ait des acteurs qui en amont (donc c'est l'échelle macro) vont réfléchir à un problème à résoudre. Et le problème est très macro, c'est l'organisation des transports collectifs à l'échelle européenne. Face à ce problème à résoudre à l'échelle macro on va avoir à chercher une solution. Et la solution c'est la LGV avec son tracé.

La notion de tracé est intéressante car elle renvoie à une inscription sur un territoire. Et là on va aller à l'échelle micro ou à l'échelle du territoire, on va rencontrer des populations, des riverains ; ceux qui vont commencer à poser le problème et à intervenir sur la scène des décisions publiques. Donc "macro" : les grandes décisions "micro" : la réaction des populations. Et enfin on a une échelle intermédiaire qui est l'échelle mezzo, où là on va trouver par exemple les élus à l'échelle régionale, à l'échelle locale, on va trouver aussi les associations, les acteurs économiques, les industriels, etc. qui sont intéressés ou concernés par le projet. Donc on voit bien qu'il y a 3 niveaux, 3 échelles.

Et puis ensuite on a nos populations qui vont intervenir parce qu'elles vont souvent être mises devant le fait accompli. Elles vont soit réagir, soit pas réagir. Mais elles vont en tout cas commencer à débattre du projet et à exprimer leur soutien ou leur mécontentement. En sociologie, on va analyser cette controverse qui va commencer à naître en disant qu'on a affaire à une structure triadique (là je cite un auteur qui s'appelle Cyril LEMIEUX). Pourquoi parle-t-on de "structure triadique" ? Parce qu'on a deux camps qui vont s'opposer : les porteurs de projets et les acteurs qui vont commencer à discuter ce projet. Et puis va intervenir un troisième groupe d'acteurs qu'on appelle communément la société civile. Forme vagoïde qui veut tout dire et absolument rien dire. Mais on va voir que la société civile va se transformer à la rencontre avec le projet. Cette société civile va arriver sur la scène dès l'annonce du projet qui va concerner son territoire. La plupart du temps on va la voir se cliver en 3 grandes catégories.

On va d'abord repérer des personnes, et c'est le plus gros de la communauté de la société civile, qui vont être dans l'indifférence totale. En clair, je vais avoir une LGV sur mon territoire, ben c'est un peu la fatalité ou c'est le sens du "progrès", donc, ça va se faire, moi ce n'est pas mon

problème.

Puis on va avoir une 2ème attitude, qui va concerner toute une série de population qui sont dans la confiance. Ils ont voté pour un certain nombre d'élus donc ils ont délégué à ces élus la responsabilité de prendre ces décisions. Et si les décisions ont été prises c'est qu'il y a une logique, c'est rationnel et on va l'accepter comme telle. La 3ème catégorie qu'on va rencontrer c'est celle qui nous intéresse dans les controverses c'est une attitude de contestation, de protestation de revendication, de prendre la parole par rapport à un projet auquel on vient d'être confronté et auquel on n'a pas participé en tout cas dans la prise de décision en amont. Ces 3 attitudes renvoient à ce qu'un sociologue très connu qui s'appelle HIRSCHMAN, décrit sous les qualificatifs de : "exit" pour l'indifférence ou le retrait, "voice" c'est la prise de parole, "loyalty" qui est la confiance, la loyauté envers ces élus.

La dispute

Donc sur la base de l'arrivée sur la scène de ces "contestataires" (ceux qui renvoient à la figure du "voice") on va commencer à voir apparaître une dispute autour de l'infrastructure. Cette dispute va porter dans un 1er temps sur la question de la nécessité technique du projet. "Nécessité technique" ça renvoie aussi à la notion d'utilité.

Victor Pachon (CADE) : Une des raisons pour laquelle nous sommes si acharnés, moi maintenant ça fait 18 ans que je bataille sur ce sujet là, c'est que la 1ère fois que je me suis penché la-dessus quand même cette balafre énorme qui va être infligée à nos paysages. On a déjà l'autoroute, les lignes à haute tension, on a le gazoduc, une voie ferrée, et on va nous faire cette nouvelle balafre de 70 mètres de long, etc. Est-ce que c'est vraiment utile ? »

Cela renvoie à ce qu'on retrouve souvent sous le qualificatif de l'essence de la technique la technocratie, les grands projets, les projets des acteurs dominants... Donc ça questionne des grandes questions d'actualité autour de "quelles sont les projets de sociétés vers lesquels on va ?". Au cours de la dispute on va questionner cette utilité et elle va rapidement amener ces catégories de population qui sont dans la contestation à raisonner en terme de préjudice. Donc on va réaliser que le projet va être analysé comme ayant des impacts. Des impacts environnementaux, sociaux, politiques, économiques, et puis souvent personnels, privés. Par exemple un riverain dit :

Patrick Monteil (LEA) : "est-ce que je vais être sacrifié ? sacrifié pour rien ?" Un beau jour on vous dit : "voilà, vous devez faire telle chose". c'est pour ça que je pose toujours la question : il faut que ça en vaille la chandelle parce que moi je veux bien qu'on m'oblige à quelque chose mais est-ce que je ne suis pas un sacrifié pour rien ? Je veux bien me sacrifier pour quelque chose de géant de grandiose, mais là est ce que ce n'est pas se sacrifier pour celui qui voudra gagner un quart d'heure pour aller faire du ski ? Alors, si c'est ça et moi dans l'histoire je compte pour quoi ? »

Donc là on voit bien que c'est l'affectif qui parle et une réaction tout à fait humaine concernant un peu son quant-à-soi et un peu son individualité. Dès lors que les acteurs sociaux de cette société civile sont dans cette posture de réfléchir à l'utilité et aux préjudices, rapidement ils vont être amenés à réfléchir aux alternatives possibles. Est-ce qu'on n'a pas des marges de manoeuvre ? Est-ce qu'on ne peut pas encore discuter ? Et est-ce qu'on ne peut pas se posturer comme des acteurs qui peuvent disposer de réflexions et de propositions à opposer à ce grand projet qui s'impose à nous et qu'on n'a pas demandé ? Ca suppose évidemment quelque chose de tout à fait logique, si on est dans cette recherche des alternatives il serait peut être opportun qu'on s'implique et donc qu'on commence à s'intéresser au projet, et on réalise souvent qu'on n'y connaît rien. Le projet est tellement technique, tellement spécifique, qu'il suppose des compétences qu'on n'a pas.

La montée en compétence des citoyens

Alors, on va commencer à s'intéresser, à aller à des réunions publiques on va s'autoriser à aller consulter des registres de l'enquête publique. Souvent le citoyen ordinaire imagine que l'enquête publique étant ouverte "les carottes sont cuites" c'est à dire que ce n'est même plus la peine de revendiquer quoi que ce soit puisque les décisions sont prises. Or, là on voit bien qu'il y a un déficit d'information total sur l'action publique et les processus décisionnels. Il n'empêche que ces citoyens qui vont être dans cette posture de comprendre qu'il va s'agir d'aller s'informer d'aller chercher l'information et de commencer à maîtriser un tant soit peu le projet pour pouvoir être un peu d'égal à égal pour discuter, on voit que ces citoyens montent en compétences. Et cette montée en compétence va jouer le jeu du milieu associatif qui à travers les grands projets d'infrastructure cherchent aussi à faire en sorte que le citoyen ordinaire devienne un citoyen et pas seulement un individu ordinaire qui vit dans un territoire et qui consomme ce territoire. Mais qu'il devienne un citoyen.

Victor Pachon (CADE) : « Si aujourd'hui les populations du pays basques disent que Réseau Ferré de France sont des menteurs c'est parce qu'on a démonté les mensonges. mais on les a démonté comme on démonte un tricot maille par maille. Et pour des populations il a fallu 1, 2, 3, 4 réunions pour commencer à comprendre. Il y a peut être encore des gens qui ne comprennent pas tout parce qu'on ne s'explique pas bien ou parce que c'est très compliqué mais ça fait rien c'est le défi qu'on a relevé. Et en ce sens, je crois, peut-être qu'on va perdre un jour, mais on a gagné dans les têtes. C'est à dire qu'ils vont rester menteurs pour longtemps. Et que les associations ce sont elles qui auront porté le débat au plus près des gens. »

"Gagner dans les têtes" ça veut dire que le fait d'avoir amené les gens à aller regarder des tableaux d'informations, à aller lire des commentaires, concernant le projet, ça amène aussi ces personnes à s'intéresser au-delà du projet en question la LGV, par exemple au projet de gestion des déchets qui va se développer dans le territoire d'à côté ou à proximité. Ces gens vont s'intéresser à la chose publique et à tous les autres grands projets d'infrastructure et c'est en cela que les associations sont intéressées par cette montée en compétences parce qu'elles se trouvent aussi dans une position qui permet de renforcer le lien social, et la solidarité autour et contre ces projets.

Donc le but du jeu dans tout, ça le but du jeu associatif et le but du jeu du citoyen qui monte en compétence c'est ce qu'on appelle assez communément de réduire les asymétries. Les asymétries de savoir, les asymétries au niveau des capacités pour débattre.

La crise

Alors la LGV puisque c'est aussi l'objet de notre rencontre on va dire que pour nous sociologue, c'est un très bon analyseur social parce qu'elle porte un projet de société on aurait pu imaginer autre chose que le LGV on pourrait recentrer les communications la circulation et les flux de personnes et de marchandises tout à fait autrement. Et en tant que projet de société controversé la LGV cristallise une situation de crise. Les sociologues sont très friands des crises parce que c'est là que deviennent tout à fait éloquent les rapports de force et les rencontres entre les différentes logiques qui sont portées par les acteurs. Alors avant de parler des acteurs je pense qu'il y a une notion sur laquelle il est important de zoomer c'est celle d'acceptabilité sociale.

Souvent dans les grands projets d'infrastructure arrive sur la scène cette notion d'acceptabilité sociale. Et les politiques qui cherchent à faire accepter ces grands projets d'infrastructure vont jouer sur le temps (on va voir que le temps est important dans ces grands projets controversés), de manière à ce que le curseur de l'acceptabilité puisse se déplacer jusqu'à ce qu'à un moment donné dans les jeux de discussions les jeux des compromis, etc. les populations en arrivent à un moment à admettre que le projet peut devenir intéressant à un intérêt qui dépasse évidemment un intérêt personnel ou privé ou du petit territoire. Donc cette notion d'acceptabilité sociale c'est aussi très intéressant de regarder comment elle va être instrumentalisée par les

politiques puisqu'elle va aboutir à cet alignement des informations et des points de vue sur l'utilité du projet d'infrastructure. Pour le dire autrement, les politiques vont viser à rendre techniquement et économiquement robuste le projet. Le but du jeu c'est d'éviter les contestations et à chaque contestation essayer d'apporter une réponse de façon à éliminer tous les points d'achoppement.

Mais la difficulté c'est qu'on n'est socialement dans ce qu'on appelle un "forum hybride". C'est une expression empruntée à Michel CALLON. "Forum hybride" ça veut dire quoi ? Ca veut dire qu'on a une diversité d'acteurs. Ces acteurs sont mus par des logiques qui sont parfois divergentes. Leurs logiques elles-mêmes s'inscrivent dans un paysage dans lequel les intérêts vont se concurrencer. Et cela s'explique par le fait que ces acteurs ne sont pas comparables notamment du point de vue de leurs ressources. Alors, on va avoir les acteurs politiques qui sont complètement au fait de la problématique des enjeux, de l'objectif poursuivi. Et en face on va avoir des acteurs qui vont être un peu démunis, qui vont se trouver dans une posture dominée et qui vont peu à peu tout au long du processus qui s'inscrit dans le cadre de la dispute, monter en compétence. Ces compétences se sont des compétences en terme d'informations, mais aussi en terme de relations, en terme de capacité à comprendre, etc. Ca renvoie à une notion que Pierre BOURDIEU appréciait beaucoup qui est la notion de "capital" capital social, capital économique, capital relationnel...

Confrontation de logiques

Donc voilà, nos acteurs sont variés, leurs intérêts sont divergents, leurs logiques vont être différentes et leurs ressources évidemment. Et tout cela explique qu'ils aient tous un point de vue différent sur ce qu'est l'intérêt général. Donc on va avoir des définitions différentes qui renvoient à des visions du monde différentes. Pour illustrer ça, je vous propose de regarder un petit peu qu'elles sont les types de logiques qui peuvent être amenées à être en confrontation. Alors souvent on a des logiques économiques ou développementalistes qui sont portées par les élus ou les industriels ou les grands acteurs au niveau européen. Et puis on a à l'opposée extrême des logiques d'ordre privé qui renvoient à des considérations tout à fait pragmatiques et concrètes. Et entre les deux, on va avoir des logiques politiques, des logiques environnementalistes, etc. ou des logiques par exemple de justice sociale. Pour ce qui concerne les logiques économiques je pense notamment à ce député des Landes qui dit à un moment "moi je veux travailler pour le développement de ce territoire".

Alain Vidalies (député des Landes) : « Dans la fonction d'un élu vous avez à développer votre territoire. Mais rencontrer en permanence des gens en leur disant "mais pourquoi vous ne vous installez pas là ?" et qui répondent "mais attendez, comment je fais pour venir chez vous ?" C'est quand même la 1ère des questions. "Comment on fait pour venir chez vous ?" Ben voilà, pour qu'on ne vous pose plus cette question, vous vous dites, voilà il faut que je change les choses. »

Donc là on est vraiment dans une logique développementaliste où l'économique va supplanter toutes les autres dimensions. On va avoir aussi à un moment donné "Gérer, administrer, c'est prévoir." C'est "prévoir" donc ça veut dire qu'on se positionne dans le demain et que pour aller vers cette projection, vers les scénarios vers le futur, on va d'une certaine façon accepter qu'il y aient des dégâts collatéraux qu'on connaît bien, des externalités négatives. Mais en revanche par exemple la logique privée ou individuelle peut être incarnée par quelqu'un qui pourrait dire "moi j'ai un préjudice de jouissance ma maison va être dépréciée" Là on est vraiment dans l'intérêt particulier la logique individuelle qui est à l'oeuvre dans la 2ème réponse que peut avoir l'acteur isolé. Patrick Monteil dit par exemple aussi : "Et moi dans l'histoire, je compte pour quoi ?" En fait il y a l'intérêt général d'un côté mais moi en tant qu'individu je suis où dans ce paysage là ? Après on va avoir les logiques portées par les associations qui assez stratégiquement ne vont peut-être pas axer leur discours sur l'environnement qui est un peu le discours aujourd'hui tarte-à-la-crème qui veut tout dire et rien dire, et qui peut être à la limite à double tranchant. Mais là les associations zooment plutôt sur la question de la justice sociale. On parle beaucoup en ce moment des injustices environnementales mais ça renvoie aussi beaucoup à la question de la justice sociale. Et donc Patrick

Monteil dit à nouveau : "je trouve ça injuste si ce n'est pas justifié par une grande nécessité." Et les associations vont porter ce discours de la justice pour dire qu'il n'est pas logique que des populations subissent les conséquences d'un projet d'infrastructure au bénéfice d'autres qui ne sont pas du tout sur ce territoire. Donc à nouveau on renvoie à cette notion de territoire sacrifié, de population sacrifiée. Et pour rester dans cette notion des logiques, les associations vont aussi revendiquer ou oeuvrer dans une logique plus civique et citoyenne où elles vont s'attacher à l'occasion de cette controverse, de jouer la carte de la citoyenneté. Jouer la carte de la citoyenneté, c'est profiter de l'occasion de ces crises là liées à des controverses, pour faire monter en compétences les citoyens pour créer des rapports de force qui soient de vrais rapports de force. Donc certains disent même "on va renforcer nos liens" "il faut faire prendre part le citoyen au débat public et se faire entendre". Donc là on est sur des registres de justification qui sont parfois évidemment aux antipodes mais qui doivent cohabiter. Et c'est sur cette base là que ces acteurs vont être amenés à débattre.